



CBC/Radio-Canada a besoin de plus de financement et d'une véritable indépendance : propositions de la GCM

Les compressions imposées à CBC/Radio-Canada cette année représentent à elles seules l'une des plus grandes mises à pied de créateurs de contenu et de journalistes dans l'histoire du Canada. Il faut mettre fin à la destruction irresponsable d'une ressource culturelle importante dans un pays vaste et diversifié comme le nôtre – aux côtés du géant américain avec ses grands diffuseurs commerciaux – et d'inverser la tendance à long terme à la SRC de sorte que notre diffuseur public puisse continuer de produire des émissions locales et nationales sur toutes les plateformes qui sont dans l'intérêt public.

La GCM réclame que les mesures suivantes soient prises pour remédier aux dégâts causés :

1. **Annuler les compressions de 115 millions de dollars du Plan d'action pour la réduction du déficit (PAR) imposées à la SRC.**
2. **Accroître le financement de la SRC pour qu'il atteigne environ la moitié de la moyenne de ce que les autres pays développés investissent dans leur diffuseur public ou 43,50 \$ annuellement par habitant** au cours des cinq prochaines années et rajuster le crédit parlementaire de la SRC pour tenir compte de l'inflation.
3. **Demander au CRTC de rétablir un fonds consacré à la programmation des médias de service public** (SRC, TVO, APTN, TFO, médias communautaires) de même que des producteurs indépendants sur toutes les plateformes répondant aux besoins variés et en évolution des Canadiens en matière de programmation.
4. **Abroger la section 17 du projet de loi omnibus C-60 sur le budget** – dans l'intérêt de notre pays et de notre réputation en tant que démocratie mûre – pour faire disparaître l'ingérence du gouvernement dans les activités quotidiennes de la SRC.
5. **Protéger l'indépendance de CBC/Radio-Canada** en établissant un mécanisme davantage public pour la sélection des membres du conseil d'administration et du directeur général du diffuseur public national.

Définition de la radiotélévision publique de l'UNESCO :

« Ni commerciale, ni étatique, la radiotélévision publique trouve sa raison d'être dans le seul accomplissement du service public. C'est la radiotélévision du public; elle s'adresse à chacun en tant que citoyen. Elle encourage l'accès et la participation à la vie publique. Elle développe les connaissances, élargit les horizons et permet à chacun de mieux se comprendre en comprenant le monde et les autres.

La radiotélévision publique se définit comme un lieu de rencontre où tous les citoyens sont invités et considérés sur une base égalitaire. C'est un outil d'information et d'éducation, accessible à tous et

s'adressant à tous, indépendamment du statut social ou économique des uns et des autres. Son mandat ne se limite pas à l'information et au développement culturel. La radiotélévision publique doit aussi meubler l'imaginaire et divertir. Mais elle le fait avec un souci de qualité qui doit la distinguer de l'audiovisuel commercial.

Parce qu'elle n'est pas soumise aux impératifs de la rentabilité, la radiodiffusion publique doit faire preuve d'audace et innover, en courant des risques. Et lorsqu'elle réussit à développer des genres ou des idées qui font leur marque, elle peut imposer des standards élevés aux autres chaînes, auxquelles elle donne alors le ton. Pour certains, l'importance du diffuseur public est telle qu'ils écriront, comme le fait le Britannique Anthony Smith en parlant de la British Broadcasting Corporation – perçue par plusieurs comme le berceau du service public – qu'elle a “probablement été le plus important des instruments de démocratie sociale du siècle”. »

Ces engagements sont nécessaires parce que :

CBC/Radio-Canada est une ressource culturelle importante

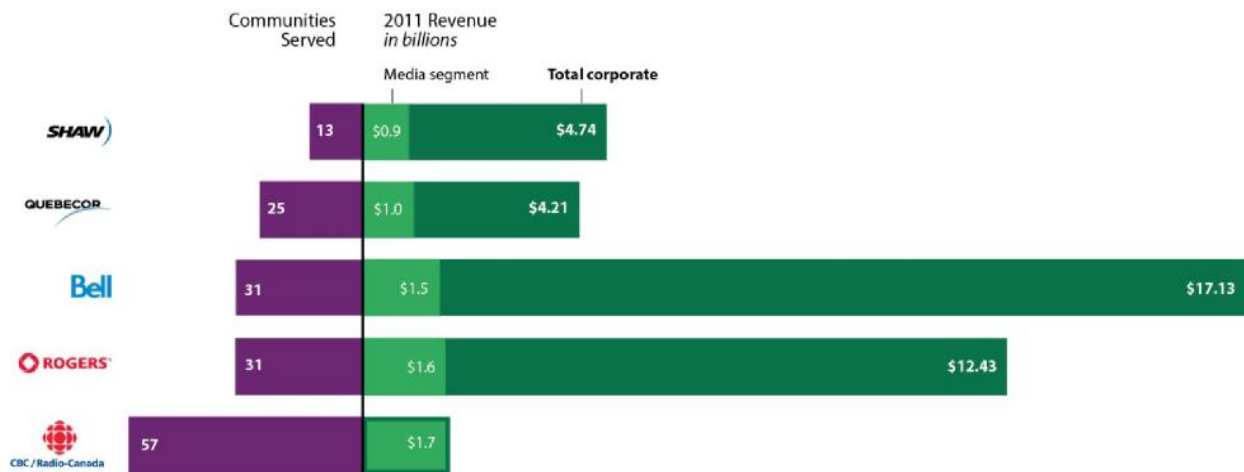
CBC/Radio-Canada nous permet de nous écouter, de nous voir et de nous entendre d'un bout à l'autre de ce vaste territoire. Sa présence dans les petites et les grandes collectivités à travers le pays dans les deux langues officielles et en huit langues autochtones, son attention particulière à l'intérêt public, racontant nos histoires aux Canadiens et celles qui viennent d'ailleurs dans le monde d'un point de vue canadien font du diffuseur public national une ressource précieuse depuis 80 ans.

Et les Canadiens en conviennent :

- ❖ Quatre-vingt-trois pour cent des Canadiens ont affirmé que la SRC joue un rôle important dans la protection de l'identité et de la culture du Canada; 81 % ont affirmé que la SRC est l'un des éléments qui permet de distinguer le Canada des États-Unis (Pollara, 2009).
- ❖ Plus de 90 % des Canadiens qui ont participé au projet Reimagine CBC en 2012 ont affirmé qu'ils apprécient et appuient les reportages audacieux de la SRC; plus de 83 % d'entre eux ont dit apprécier la perspective canadienne offerte par la SRC.
- ❖ Malgré un accès accru à de plus en plus de contenu provenant de plus en plus de sources et de lieux – ou peut-être en est-ce la raison – 81 % des Canadiens ont récemment dit au CRTC que les nouvelles locales, qui occupent une grande part de ce qu'offre CBC/Radio-Canada dans les collectivités de tout le pays, ont de l'importance à leurs yeux.
- ❖ Deux tiers (69 %) des Canadiens ont affirmé en février 2014 qu'ils aimeraient que le financement de la SRC soit accru ou maintenu (Ekos, 2014).

La SRC est au service du plus grand auditoire de nouvelles au Canada et diffuse des nouvelles locales/régionales, nationales et internationales, en anglais et en français, à la télé, à la radio, sur le Web et le téléphone cellulaire, et ce, d'un océan à l'autre. Aucun autre média ne le fait au pays. En réalité, aucune autre société nationale de médias a une station dans le Nord ou une station de langue française à l'extérieur du Québec.

OF COMMUNITIES SERVED WITH DAILY LOCAL PROGRAMMING VS. REVENUE



Sources: Corporate financial reports for 2011, CMG

Created by the Canadian Media Guild / www.cmga.ca November 2012

Les grilles horaires récentes des chaînes de télévision canadiennes aux heures de grande écoute ont révélé que la SRC diffuse 94 % de contenu canadien, la chaîne de télévision Global, 8 %, la chaîne City TV, 12 %, CTV2, 8 % et CTV1, 0 % entre 20 h et 22 h.

L'ancien président de la SRC Al Johnson a déclaré que diffuseur public national signifie « du temps d'antenne égal pour le Canada ». Les Canadiens apprécient le rôle de la SRC dans leur vie en tant que citoyens, et non seulement en tant que consommateurs.

CBC/Radio-Canada est un atout économique essentiel

En plus de la valeur qu'elle a pour nous en tant qu'institution culturelle, CBC/Radio-Canada est essentielle pour la santé de l'industrie des médias au Canada.

En 2011, une étude réalisée par Deloitte a révélé que la contribution de la SRC à l'économie canadienne est de 3,7 milliards de dollars, un rendement considérable pour un investissement public de 1,1 milliard de dollars. L'étude mentionne que la SRC contribue à l'économie locale, à un secteur de production dynamique, aux centres de création et à la compétitivité. L'étude souligne aussi le rôle de la SRC en tant qu'innovatrice qui met de l'avant de nouvelles technologies adoptées par la suite par les autres diffuseurs et le secteur de la création dans son ensemble.

Ces constatations concordent avec les recherches récentes menées par l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme et la BBC Trust (2013) quant au rôle des diffuseurs publics dans le monde. Dans le cas du Royaume-Uni, les chercheurs ont constaté que « la BBC est en mesure d'investir dans des domaines qui ne sont pas commercialement viables à court terme, mais qui ont un potentiel stratégique à long terme pour les auditoires et l'industrie de la création du Royaume-Uni ».

Les compressions constantes imposées à CBC/Radio-Canada ont des effets néfastes

- Avec l'annonce de nouvelles compressions faite le 26 juin 2014 en raison du manque de financement et une stratégie apparemment improvisée pour les cinq prochaines années, la SRC risque d'être trop affaiblie pour offrir aux Canadiens les services qu'ils attendent de leur Dilution des nouvelles et de la couverture de l'actualité
- Diminution de la programmation locale dans tout le pays
- Réduction des bulletins de nouvelles locales

- Atteinte à un incubateur culturel essentiel
- Abandon des sports
- Perte de diversité

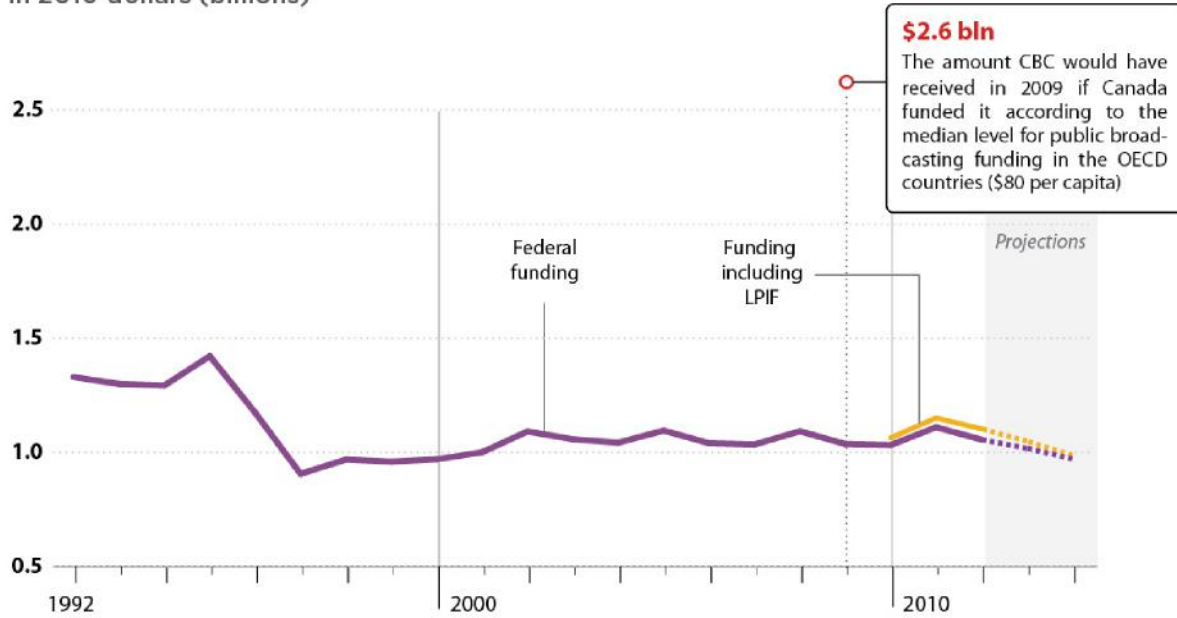
Les détails du plan 2020 de la SRC ne sont pas clairs et par conséquent nous ne savons pas quelles en seront toutes les répercussions. Si, comme beaucoup le craignent, il s'agit d'un plan visant à réduire la SRC à n'être qu'un intermédiaire pour une programmation qui n'est pas expressément ancré dans les préceptes de la radiotélévision publique, les conséquences seraient dévastatrices.

Plus d'argent parce que :

Situation actuelle :

La SRC reçoit chaque année 29 \$ par Canadien. Ce chiffre se compare à un financement moyen de 87 \$ par habitant dans les autres pays industrialisés (111 \$ par habitant au Royaume-Uni; 78 \$ par habitant en France).

FEDERAL GOVERNMENT AND LPIF FUNDING TO CBC 1992-2014* in 2010 dollars (billions)



Sources: CBC, Nordicity

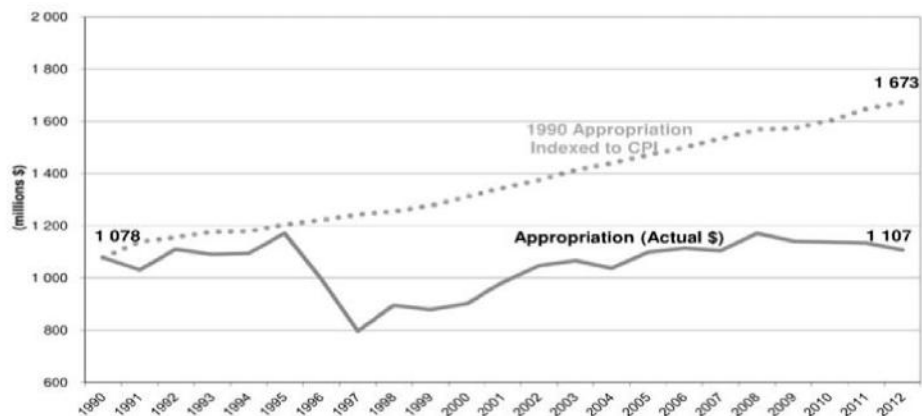
* as projected in federal budget 2012

Created by the Canadian Media Guild www.cmg.ca November 2012

Le financement de la SRC est versé annuellement et il a été réduit régulièrement au cours des dernières décennies. Aucun rajustement n'est fait pour tenir compte de l'inflation, ce qui rend les compressions budgétaires en dollars réels plus importantes que l'indiquent les chiffres officiels. Cette approche rend la planification inutilement difficile et les organismes vulnérables.

CBC/Radio-Canada Has Been Doing More with Less

CBC/Radio-Canada's Parliamentary Appropriation Indexed to Growth of the Consumer Price Index (CPI)



2013 ENVIRONMENT

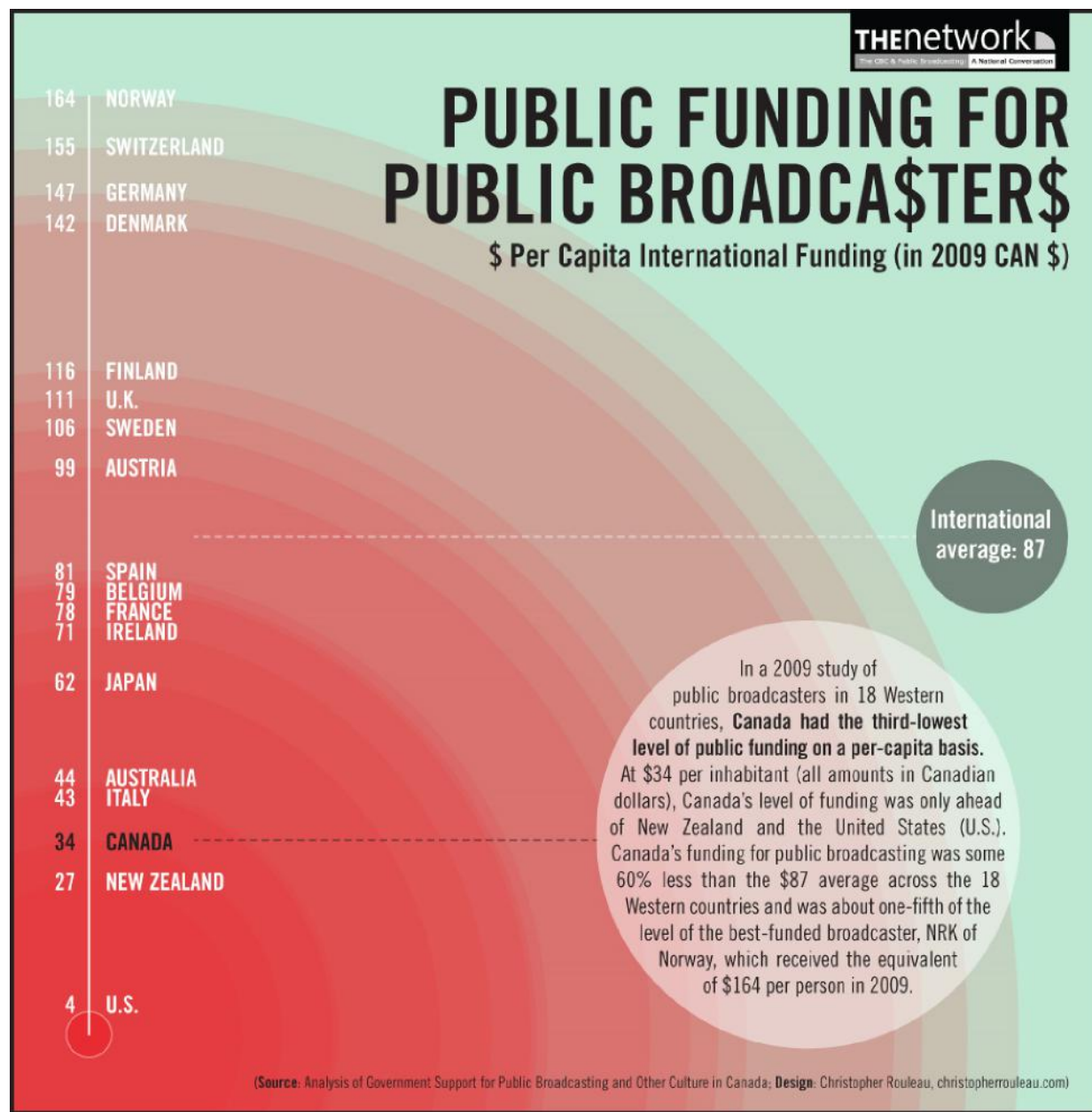
Source: Statistics Canada Catalogue 62-001-XPE, Table 5 and CBC/Radio-Canada Annual Reports

23

A0057388_24-000215

Les réductions récentes comprennent des compressions de 115 millions de dollars liées au Plan d'action pour la réduction du déficit (PARD), la disparition du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) et les conséquences de la perte du hockey de la LNH.

Compte tenu des compressions du gouvernement fédéral dans le cadre du PARD, le financement de CBC/Radio-Canada n'est plus maintenant que de 29 \$ par habitant.



Proposition de la GCM – Financement :

- **Annuler les compressions de 115 millions de dollars** liées au Plan d'action pour la réduction du déficit (PARC).

Provenance des fonds :

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il s'attend à un excédent budgétaire en 2015. Une partie des recettes supplémentaires provient des produits de la vente du précieux spectre (5,3 milliards de dollars). La vente programmée d'une autre part du spectre (SSFE 3 cette année et 2 500 MHz l'année prochaine) amènera de nouvelles recettes dans les coffres du gouvernement; des ventes semblables aux États-Unis ont rapporté 10 milliards de dollars.

Étant donné que ce sont des ondes publiques, la GCM appuie l'idée de mettre une partie de cet argent de côté pour soutenir les grandes institutions culturelles du Canada, notamment la SRC. Nous proposons que la moitié des produits de cette vente actuelle et future du spectre soit investie pour CBC/Radio-Canada et d'autres institutions culturelles clés.

- **Demander au CRTC de rétablir un fonds consacré à la programmation des médias de service public** (SRC, TVO, APTN, TFO, médias communautaires) de même que des producteurs indépendants sur toutes les plateformes répondant aux besoins variés et changeants des Canadiens en matière de programmation.

La SRC a fait bon usage de l'ancien fonds (Fonds pour l'amélioration de la programmation locale). Le Fonds appuierait une programmation innovatrice et une programmation locale en langue française à l'extérieur du Québec, une programmation locale en langue anglaise au Québec et toutes les formes de programmation locale dans le Nord.

Provenance des fonds :

Un très faible pourcentage des recettes brutes annuelles générées par les EDR (entreprises de distribution de radiodiffusion) et les FAI (fournisseurs d'accès Internet) est versé comme contribution pour leur utilisation des ondes publiques, desquelles ils tirent des recettes importantes, et en appui à la santé et à la diversité de l'écosystème de la radiodiffusion du Canada peu importe la plateforme. Parallèlement, ces organismes doivent continuer à contribuer au système dont ils font partie par la programmation de contenu canadien conformément aux exigences de la *Loi canadienne sur la radiodiffusion*.

- **Accroître le financement de la SRC pour qu'il atteigne environ la moitié de la moyenne de ce que les pays développés investissent dans leur diffuseur public ou 43,50 \$ annuellement par habitant au cours des cinq prochaines années.** Indexer le crédit parlementaire de la SRC pour tenir compte de l'inflation.

Provenance des fonds :

Il y a suffisamment d'argent dans les coffres du gouvernement pour offrir ce rajustement attendu depuis longtemps du financement d'une ressource culturelle canadienne précieuse. En 2008, le Comité multipartite du patrimoine a recommandé que le financement de la SRC passe à au moins 40 \$ par habitant.

L'ancien président de la SRC Tony Manera a récemment dit à un comité du Sénat qu'il était d'avis que, « à moins que la SRC soit financée à raison de 50 \$ par habitant annuellement, elle ne peut faire son travail efficacement ».

Nous recommandons également que le crédit parlementaire tienne compte de l'inflation et que le financement soit révisé régulièrement (cinq à sept ans) en fonction d'une analyse approfondie des besoins des Canadiens dans les collectivités de tout le pays, du mandat de CBC/Radio-Canada et des tendances internationales.

Un conseil d'administration et un directeur général indépendants parce que :

Situation actuelle :

Les membres du conseil d'administration et le président de la SRC sont nommés par le Cabinet du premier ministre. Tout indique que ces nominations sont hautement partisans. Comment expliquer autrement que pratiquement tous les membres actuels du conseil sont des donateurs et des militants du Parti conservateur et ont tous été nommés par le premier ministre Stephen Harper?

Les lacunes dans la gouvernance pourraient très bien être à l'origine de la destruction de CBC/Radio-Canada à laquelle on assiste.

On l'a clairement souligné à l'assemblée générale de tout le personnel tenue en juin. En réponse à une question d'un employé à propos de la gouvernance de la SRC, le directeur général Hubert Lacroix a dit :

« *Notre actionnaire est le gouvernement.* » Remarquez qu'il n'a pas dit « notre actionnaire » est le Parlement, OU – les véritables actionnaires du diffuseur public, les Canadiens.

Proposition de la GCM – Indépendance :

L'examen mené en 2008 par le Comité du patrimoine (*CBC/Radio-Canada : définir la spécificité dans un paysage médiatique en évolution*) a permis d'entendre de nombreux témoins qui recommandaient des améliorations au processus grâce auquel les membres du conseil d'administration et le directeur général de CBC/Radio-Canada sont choisis.

- **Nous réclamons que le processus grâce auquel les membres du conseil d'administration et le directeur général sont choisis soit arrêté.** La Guilde canadienne des médias propose qu'un comité parlementaire multipartite soit chargé de la sélection, en fonction d'un ensemble de qualités requises approuvées reliées aux arts, à la culture, au journalisme et à la radiodiffusion. Une autre suggestion serait qu'un organisme comme le CRTC établisse et gère un processus public conçu pour assurer un processus de sélection non partisan en fonction de compétences clairement établies.

Maintenir l'indépendance par rapport au gouvernement parce que :

Situation actuelle :

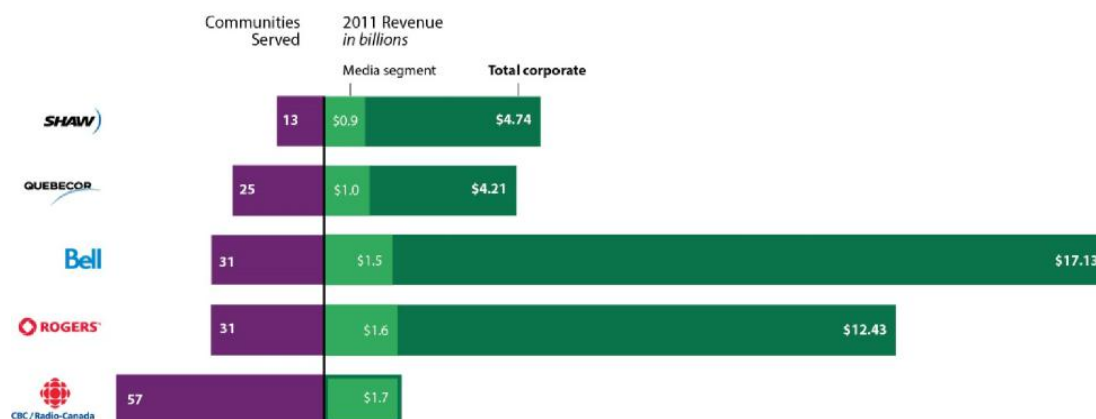
En 2013, le gouvernement conservateur a introduit, par l'entremise de la section 17 du projet de loi omnibus C-60 sur le budget, de l'ingérence politique au sein de CBC/Radio-Canada, le média d'information le plus important au pays, une mesure sans précédent au sein des démocraties.

Les nouveaux pouvoirs permettent au gouvernement d'être présent lorsque CBC/Radio-Canada et les syndicats de ses employés discutent de ce que constituent les nouvelles, de la programmation des bulletins, de la méthode d'attribution des affectations et du rôle des producteurs. C'est une attaque à l'indépendance de la SRC.

Proposition de la GCM – Faire disparaître l'ingérence du gouvernement :

- Dans l'intérêt de notre pays, de notre diffuseur public et de notre réputation en tant que démocratie mûre, nous demandons une garantie **de l'abrogation de la section 17 du projet de loi C-60.**

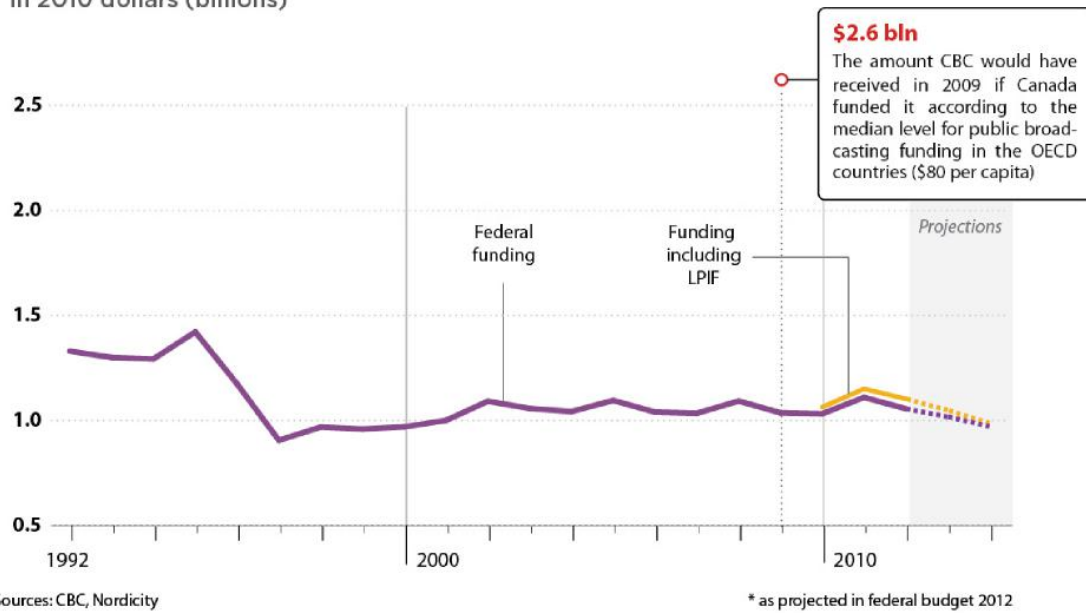
OF COMMUNITIES SERVED WITH DAILY LOCAL PROGRAMMING VS. REVENUE



Sources: Corporate financial reports for 2011, CMG
 Created by the Canadian Media Guild - novembre 2012

English	French
# of communities served with daily local programming vs. revenue	N ^{bre} de collectivités auxquelles une programmation locale quotidienne est offerte vs recettes
Communities served	Collectivités desservies
2011 revenue in billions	Recettes de 2011 en milliards
Media segment	Segment médias
Total corporate	Total pour la société
\$0.9; \$1.0; \$1.5; \$1.6; \$1.7	0,9 \$; 1,0 \$; 1,5 \$; 1,6 \$; 1,7 \$
\$4.74; \$4.21; \$17.13; \$12.43; \$1.7	4,74 \$; 4,21 \$; 17,13 \$; 12,43 \$; 1,7 \$
Source: Corporate financial reports for 2011, CMG	Source : Rapports financiers d'entreprise pour 2011, GCM
Created by the Canadian Media Guild	Créé par la Guilde canadienne des médias
November 2012	Novembre 2012

FEDERAL GOVERNMENT AND LPIF FUNDING TO CBC 1992-2014*
in 2010 dollars (billions)

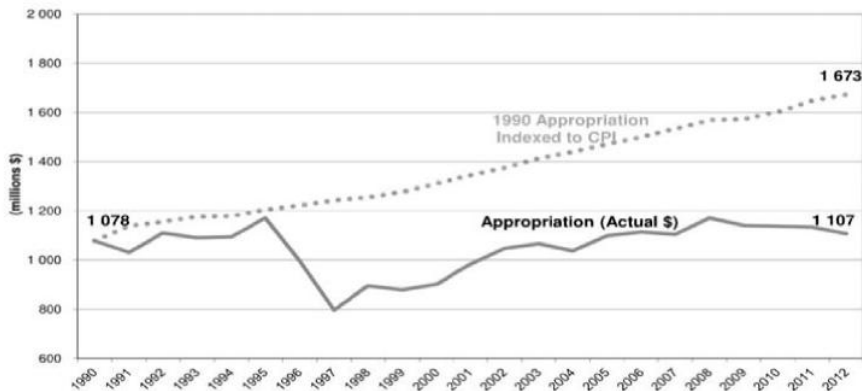


Created by the Canadian Media Guild www.cmg.ca November 2012

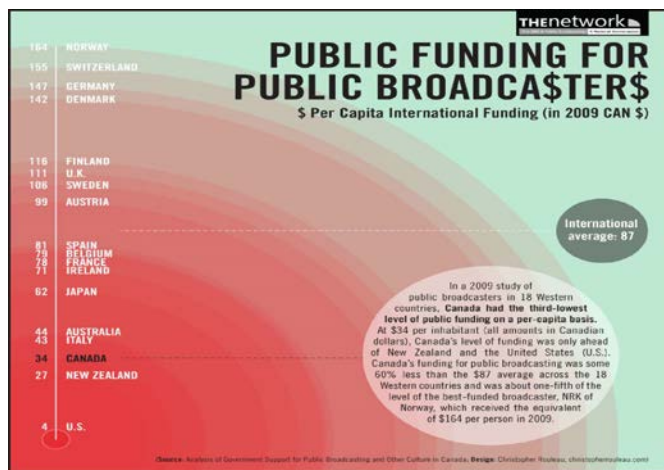
English	French
Federal government and LPIF funding to CBC 1992-2014*	Financement du gouvernement fédéral et du FAPL accordé à la SRC 1992-2014*
in 2010 dollars (billions)	en dollars de 2010 (milliards)
\$2.6 bln	2,6 milliards de dollars
The amount CBC would have received in 2009 if Canada funded it according to the median level for public broadcasting funding in the OECD countries (\$80 per capita)	Montant que la SRC aurait reçu en 2009 si le Canada l'avait financée en fonction du niveau médian de financement de la radiodiffusion publique dans les pays de l'OCDE (80 \$ par habitant)
Federal funding	Financement fédéral
Funding including LPIF	Financement avec le FAPL
Projections	Projections
2.5; 2.0; 1.5; 1.0; 0.5	2,5; 2,0; 1,5; 1,0; 0,5
*as projected in federal budget 2012	*tel que projeté dans le budget fédéral de 2012
Sources: CBC, Nordicity	Sources : SRC, Nordicity
Created by the Canadian Media Guild	Créé par la Guilde canadienne des médias
November 2012	Novembre 2012

CBC/Radio-Canada Has Been Doing More with Less

CBC/Radio-Canada's Parliamentary Appropriation Indexed to Growth of the Consumer Price Index (CPI)



English	French
CBC/Radio-Canada has been doing more with less	CBC/Radio-Canada en fait plus avec moins
CBC/Radio-Canada's parliamentary appropriation indexed to growth of the consumer price index (CPI)	Crédit parlementaire de CBC/Radio-Canada indexé en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC)
1990 appropriation indexed to CPI	Crédit de 1990 indexé en fonction de l'IPC
Appropriation (actual \$)	Crédit (dollars réels)
Source: Statistics Canada catalogue 62-001-XPE, Table 5 and CBC/Radio-Canada annual reports	Source : Statistique Canada, catalogue 62-001-XPE, tableau 5 et rapports annuels de CBC/Radio-Canada



English	French
Public funding for public broadcaster\$	Financement public des diffuseur\$ publics
\$ per capita international funding (in 2009 CAN\$)	Financement international en \$ par habitant (en \$CAN de 2009)
International average: 87	Moyenne internationale : 87
<p>In a 2009 study of public broadcasters in 18 Western countries, Canada had the third-lowest level of public funding on a per-capita basis. At \$34 per inhabitant (all amounts in Canadian dollars), Canada's level of funding was only ahead of New Zealand and the United States (U.S.). Canada's funding for public broadcasting was some 60% less than the \$87 average across the 18 Western countries and was about one-fifth of the level of the best-funded broadcaster, NRK of Norway, which received the equivalent of \$164 per person in 2009.</p>	<p>Dans une étude menée en 2009 des diffuseurs publics dans 18 pays occidentaux, le Canada affichait le troisième niveau le plus faible de financement public par habitant. À 34 \$ par habitant (tous les montants sont en dollars canadiens), le niveau de financement du Canada devançait seulement celui de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis (É.-U.). Le financement accordé par le Canada pour la radiodiffusion publique était environ 60 % inférieur à la moyenne de 87 \$ dans les 18 pays occidentaux et environ un cinquième du niveau du diffuseur le mieux financé, NRK de la Norvège, qui a reçu l'équivalent de 164 \$ par personne en 2009.</p>
<p>Norway; Switzerland; Germany; Denmark; Finland; U.K.; Sweden; Austria; Spain; Belgium; France; Ireland; Japan; Australia; Italy; Canada; New Zealand; U.S.</p>	<p>Norvège; Suisse; Allemagne; Danemark; Finlande; R.-U.; Suède; Autriche; Espagne; Belgique; France; Irlande; Japon; Australie; Italie; Canada; Nouvelle-Zélande; É.-U.</p>
<p>Source: Analysis of government support for the public broadcasting and other culture in Canada</p>	<p>Source : Analyse du soutien accordé par le gouvernement à la radiodiffusion publique et autres manifestations culturelles au Canada</p>
<p>Design:</p>	<p>Conception :</p>